

**STRATES**

## Strates

Matériaux pour la recherche en sciences sociales

Hors-série | 2002

Parcours dans la recherche urbaine, Michel Rochefort,  
un géographe engagé

---

# De l'intérêt de l'étude des élites locales dans la recherche urbaine

Maoula El Iraki Aziz

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/strates/533>

ISSN : 1777-5442

### Éditeur

Laboratoire Ladyss

### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2002

ISSN : 0768-8067

### Référence électronique

Maoula El Iraki Aziz, « De l'intérêt de l'étude des élites locales dans la recherche urbaine », *Strates* [En ligne], Hors-série | 2002, mis en ligne le 02 mai 2005, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/strates/533>

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

---

# De l'intérêt de l'étude des élites locales dans la recherche urbaine

Maoula El Iraki Aziz

---

- 1 Durant les années 90 plusieurs concepts, notions ou approches véhiculées par les organismes des Nations-Unies ou la Banque mondiale ont amené les chercheurs en sciences sociales à remettre au goût du jour les « fondements et mécanismes de l'action collective ». Qu'il s'agisse de « Développement Humain Durable » basé sur la participation des populations ou de la « gouvernance », ce sont de nouvelles politiques qui se mettent en place. La fin de l'État-providence conjuguée aux risques d'explosions sociales, à l'accroissement de la pauvreté dans les grandes villes et aux pressions des populations résidant dans l'habitat précaire (bidonvilles, *douars*...) ou non réglementaire (« clandestin ») ont amené, sous la pression des organismes de financement internationaux (Banque Mondiale, USAID), la mise en place progressive d'une nouvelle politique de régulation. Cette dernière s'est traduite dans les programmes de résorption des bidonvilles ou de restructuration de l'habitat non réglementaire par une reconnaissance des droits des occupants et a « impulsé » par là-même une nouvelle dimension à la transaction sociale (P. Signoles, 1994). Entre population, personnel d'autorité, services techniques d'urbanisme émergent des cadres représentant la population (amicale, association de quartier, coopérative). Mais les compétences attribuées de plus en plus aux municipalités mettent surtout en exergue l'importance de l'élite politique locale en tant que médiateur dans le cadre de cette transaction sociale alors même que cette élite a connu un enrichissement en valorisant son patrimoine foncier « illégalement ». L'élite locale se situe alors comme le pivot de ces nouvelles politiques.
- 2 Toutefois, il y aurait à distinguer le cas des petites et moyennes villes de celui des grandes métropoles. Ici, on assiste de plus en plus à un fractionnement du pouvoir, à une forte présence de l'État alors que l'individu vit de plus en plus dans l'anonymat. *A contrario*, la petite ville ou la ville moyenne se distingue par son ancrage rural, la forte interconnaissance entre les individus (G. Sautter) et une moindre présence de l'État (A.

Osmont). Là, tous les chemins mènent à la municipalité. Dans ces conditions, interroger l'élite locale dans ses capacités de médiation devient essentiel dans l'analyse du développement urbain. L'élite locale se définirait alors dans ce rôle. D'une part, une légitimité locale inscrite dans les valeurs mêmes de la collectivité et du territoire local qui donne la capacité de représenter le local dans la gestion de la relation au centre. D'autre part, la reconnaissance par le centre et la réception de ressources de pouvoir externes (procurées par le centre) qui participent à renforcer les capacités d'intervention de l'élite locale vis-à-vis de la collectivité (locale).

- 3 Comment se construit le processus de légitimation, quelle place y occupe le territoire (patrimoine, équipement public,...), quelles interférences retrouve-t-on avec la logique de valorisation du patrimoine foncier ? Différents cas étudiés dans des villes de 30000 à 50000 habitants dans la région nord-ouest du Maroc ont pu éclairer quelque peu le système politique local dans son articulation au centre :
- 4 – la ville moyenne recèle, de par son enracinement à son territoire, et la facilitation des relations interindividuelles, la capacité de faire émerger une élite localement. Les conditions individuelles (capital culturel, social, réseau de relation, conditions familiales...) corrélées au potentiel économique et politique du territoire concerné et de sa place dans les orientations nationales voire internationales (politiques et économiques) finissent par porter une partie de cette élite au niveau national. Les cas sont rares, souvent représentés par un individu unique ! L'articulation du local au global semble se faire essentiellement par un processus d'intégration. Le global se déploie pour « tirer » de chaque espace local des relais ayant émergé localement ;
- 5 – face à une convergence des intérêts entre élite et administration locale se dressent aussi la pression des demandes sociales en équipements (et/ou logement) et une nécessaire régulation sociale.
- 6 Cette double exigence montre les limites de toute « autonomie du local » (appuyé sur l'appareil d'État). Dès que l'ordre social semble perturbé ou risque de l'être, les décisions centrales viennent s'imposer. Les besoins d'équipement (et de régularisation) des quartiers périphériques ne trouvent pas toujours une solution négociée entre population et élite locale. Elles arrivent souvent à des situations faisant intervenir des intérêts contradictoires demandant un « arbitrage » qui ne peut s'exercer que par le centre. La déconnexion entre la population et ses élites se traduit souvent par un changement des élites politiques dans la ville.
- 7 La ville moyenne, par sa taille et son mode de recrutement des populations périphériques devient le creuset d'une nouvelle culture, de nouvelles identités en construction souvent favorisées par le regroupement de populations démunies dans des conditions de logement difficiles.
- 8 Ainsi, ont pu se dégager des possibilités de construction de nouvelles territorialités autour d'îlots de quartier (mosquée, point d'eau) ou de quartier (organisation autour des grands équipements du quartier) qui se sont traduites par l'émergence de nouveaux représentants de la population (*taleb*, instituteurs, joueurs de football, *mohcine*...). Ces nouveaux acteurs reflètent avant tout une appropriation collective de l'espace. Leur rôle sera de porter cette demande aussi bien par des canaux officiels (le conseil municipal) que par des voies informelles (pétitions, demandes formulées par des groupements autour d'une mosquée...). C'est la forte maîtrise de ces populations sur leur territoire qui donne au système politique local une certaine autonomie. Ici, la vie municipale est plus

conforme aux luttes et conflits internes entre les élites (pour porter les demandes sociales) qu'aux désirs du centre de « porter » une élite particulière.

- 9 Les études de cas réalisées montrent toutes de nouvelles formes de leadership local fortement territorialisées. Jeune entrepreneur, président d'une association, ancien *taleb* leader d'un groupe de pression représentant un quartier en dehors de toute forme constitutionnelle d'organisation, enseignant, ancien joueur de l'équipe de football locale, sont autant de profils qui représentent une nouvelle forme d'expression des populations des quartiers périphériques des villes moyennes. Leur articulation à l'élite traditionnelle et/ou leur cooptation par le pouvoir est toujours possible, mais ils représentent une nouvelle donnée sur le marché politique local.
- 

AUTEUR

MAOULA EL IRAKI AZIZ

Chercheur à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme à Rabat